

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2017)
Heft: 6

Artikel: Hugues Hiltbold : l'avenir de l'armée ne peut s'envisager sans sécurité dans l'espace aérien
Autor: Dutu, Stéphane
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781613>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 27.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Eurofighter et *Rafale* prêts pour leur vol de démonstration à Sion.

Photo © A+V.

Forces aériennes

Hugues Hiltbold : L'avenir de l'armée ne peut s'envisager sans sécurité dans l'espace aérien

Stéphane Dutu

Rédacteur des comptes-rendus de la Société militaire de Genève (SMG)

Le conférencier a tout d'abord rappelé que l'armée suisse, pour être crédible, doit intégrer les dimensions terrestre et aérienne qui se complètent et interagissent dans un système global de défense. Elle ne peut donc se passer d'aviation militaire. Le refus des 22 *Gripen* par le souverain en mai 2014 n'a fait que repousser le moment du choix des remplaçants des 56 avions de combat actuels des forces aériennes (26 F-5 et 30 F/A-18). Cet avis est partagé par le Conseil fédéral et la CPS du National. Quand elles auront effectué ce choix devenu pressant, les autorités politiques fédérales ne devraient pas en principe le soumettre à référendum. Berne souhaite en effet revenir aux pratiques habituelles pour l'équipement de l'armée: tout doit passer par le budget fédéral ordinaire. La consultation populaire sur le *Gripen* voulue à l'époque par le législatif et l'exécutif demeurera une exception.

Quel que soit l'avion retenu, il est certain que le Groupe pour une Suisse sans Armée tentera de faire aboutir une initiative s'y opposant. S'il est possible que le GSsA récolte les 100'000 signatures nécessaires, il est cependant peu probable que son initiative emporte la double majorité du peuple et des cantons.

Le calendrier relatif au prochain avion de combat est le suivant:

- 2^e semestre 2017: lancement du processus d'acquisition;
- 2020: choix de l'avion pour le programme d'armement 2022;
- 2022: soumission du crédit d'engagement;
- 2025: livraison des premiers appareils;
- 2030: flotte opérationnelle.

Le conférencier a par ailleurs indiqué que le processus d'acquisition d'un système sol-air doit se faire conjointement à celui du nouvel avion pour permettre une compatibilité optimale entre les deux armes.

Les F-5 *Tiger* étant totalement dépassés pour le combat aérien, ils ne peuvent plus servir qu'à des missions de service et de police aérienne. Quant aux F/A-18 *Hornet*, leur fin d'utilisation est en principe programmée pour 2025. Si l'on veut combler la lacune stratégique de la défense aérienne entre 2025 et 2030, il faudra les moderniser - pour un coût de CHF 500 millions - afin de pouvoir les utiliser pendant 5 ans supplémentaires.

Quels seront les modèles d'avion de combat évalués par Berne? Il est vraisemblable qu'au moins les appareils suivants seront considérés:

- Le *Rafale* français de Dassault Aviation;
- Le *Typhoon* du consortium européen Eurofighter;
- Le F-35 américain de Lockheed Martin;
- et le *Gripen* suédois de Saab.

Quel budget sera alloué à l'acquisition de ces avions et du système de défense sol-air? Hugues Hiltbold a parlé d'un consensus des décideurs politiques en faveur d'un budget de CHF 8 milliards dont 6 milliards pour les avions, ce qui correspondrait à un doublement par rapport au budget de 3 milliards prévu en 2014 pour les *Gripen*. Les 6 milliards permettraient l'acquisition de 30 avions.

Comment s'assurer qu'en cas d'initiative, le peuple suivrait la recommandation du Conseil fédéral? Le Conseiller national genevois préconise les mesures suivantes:

- informer suffisamment tôt la population sur la nécessité d'une défense aérienne moderne et sur les avantages de la solution choisie par les autorités,
- engagement sans faille du chef du DDPS et de ses équipes dès le départ de la campagne d'information.

Le 5 septembre, soit un peu plus de deux mois après la conférence d'Hugues Hiltbold, les journaux annonçaient que Guy Parmelin pourrait demander au Conseil fédéral une enveloppe financière de CHF 9 milliards pour 30 à 40 avions de combat et un nouveau système de défense anti-aérienne, un budget un peu supérieur à celui annoncé

par Hugues Hiltbold. En revanche, la nouvelle selon laquelle le responsable du DDPS souhaiterait soumettre ces dépenses aux Chambres fédérales via un arrêté de planification impliquant un référendum ne correspond pas au consensus que le conférencier avait cru déceler à Berne, lequel excluait une telle consultation populaire.

Les débats autour du nouvel avion de combat suisse appellent quelques réflexions de notre part.

Tout d'abord, la baisse programmée du nombre d'avions de l'armée de l'air est préoccupante. Notre pays dispose aujourd'hui de 56 chasseurs. Berne s'apprête à engager un processus d'évaluation dont l'objectif est l'acquisition d'environ 35 avions de combat. Cela signifie qu'en 2030, si ce projet est adopté, la flotte aérienne verra sa taille réduite de 38% par rapport à la situation actuelle. On s'éloignera encore davantage des besoins de l'Armée. La Société suisse des officiers et la Société des officiers des forces aériennes ont indiqué que la Suisse doit se doter de 70 avions pour disposer d'une défense aérienne crédible en cas de conflit. D'après elles, une trentaine d'avions ne pourraient servir qu'à assurer un « service de police aérienne mais pas de sauvegarde de notre souveraineté sur notre espace aérien. »¹

Par ailleurs, nous estimons que le risque de refus par le peuple du budget de CHF 9 milliards est considérable car les intérêts hostiles à l'Armée ont malheureusement aujourd'hui une très grande influence auprès des électeurs dans notre pays. Comme nous l'avions évoqué dans notre article sur la conférence du Lt col EMG Alexandre Vautravers du 13.12.16 portant sur « La guerre aujourd'hui, »² une partie importante de la classe politique ainsi que les forces idéologiques qui dominent les médias *mainstream* et sont chargées de l'éducation des jeunes en Europe, sont convaincues que le risque de guerre ne concerne plus notre continent et que notre mission est de rayonner comme société pacifique et démilitarisée. En Suisse, les Verts militent pour une mini-armée. Quant au Parti Socialiste, pourtant considéré par le National comme un parti responsable puisque représenté par deux de ses membres au gouvernement, sa position sur l'armée est ambiguë et, dans l'ensemble, toujours contreproductive. Le PS vient certes de produire un rapport³ évoquant la nécessité de disposer d'avions de combat pour assurer la sécurité du pays, ce qui est un revirement positif. Cependant, il ne conçoit pour cette flotte que des missions de police aérienne et refuse de l'équiper de systèmes d'armement air-sol pourtant jugés prioritaires par l'Armée. Par ailleurs, le PS a toujours pour but officiel - depuis 2010 - de supprimer l'Armée, ce qui ne peut encourager les spécialistes des questions militaires à prendre ses propositions très au sérieux.

Le GSsA, les Ecologistes, la majorité des Socialistes et leurs innombrables relais notamment dans les journaux et à la TV auront la partie facile contre le DDPS. Le budget de CHF 9 milliards sera inmanquablement vilipendé comme un gaspillage d'argent public et surtout comme une provocation inacceptable après le refus du *Gripen* pour une somme bien moindre de CHF 3 milliards. Si

Berne validait le principe de l'arrêté de planification, le DDPS devrait alors redoubler d'efforts de pédagogie et de communication envers la population pour éviter que le désastre du 18 mai 2014 ne se répète.

S. D.

Hugues Hiltbold est membre de la Commission de la politique de sécurité (CPS) du Conseil national. C'est à ce titre qu'il est venu s'exprimer sur l'avenir de notre défense aérienne, lors de sa conférence SMG du 20 juin 2017.

1. Col EMG François Monney, « Défi de l'acquisition d'un nouvel avion de combat pour la Suisse (1^{ère} partie), » *RMS T1 2017*.
2. Stéphane Dutu, « La guerre aujourd'hui, » *RMS 1-17*.
3. Bazonline.ch, « FA-18 soll fliegen – solange es geht, » 13.09.2017.

Forces aériennes

Incendies de Forêt: L'armée Suisse apporte son soutien à l'Italie

Depuis quelques jours, d'importants incendies de forêt sévissent en Italie du Nord. Dimanche, l'Etat italien a accepté l'offre d'assistance suisse. Cet après-midi, un détachement de l'armée a commencé à opérer dans la région de la Lombardie avec deux hélicoptères *Super Puma* pour appuyer les forces d'intervention et la population italiennes.

Depuis ce lundi après-midi, l'aérodrome militaire de Locarno sert de base pour l'engagement de l'Armée suisse en Italie du Nord. Sur mandat du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), en l'occurrence de la Direction du développement et de la coopération (DDC), deux hélicoptères *Super Puma* appuient les autorités italiennes chargées de lutter contre les incendies de forêt dans le secteur de la Lombardie. L'armée tient un troisième appareil en réserve au cas où l'une des machines engagées devrait subir des travaux d'entretien.

Outre les volontaires issus du personnel professionnel des Forces aériennes, deux militaires de carrière de la Formation d'application du génie et du sauvetage agissent volontaires en tant que membres civils d'une équipe d'intervention rapide de la DDC et apportent, sur place, leurs connaissances spécialisées dans la lutte contre les incendies de forêt. En collaboration étroite avec l'armée, le DFAE assume la responsabilité générale de l'engagement.

Le Conseil fédéral a approuvé l'engagement ce lundi matin. En vertu de la décision prise, le détachement peut compter au plus 50 militaires et collaborateurs du DDPS. L'engagement durera probablement jusqu'au lundi 6 novembre au plus tard.

A l'instar d'autres pays méditerranéens, l'Italie doit faire face à un nombre inhabituellement élevé d'incendies de forêt. Outre la Lombardie, le Piémont est sévèrement touché. L'Aide humanitaire de la DDC et l'Armée suisse collaborent déjà pour la troisième fois cette année sur un front d'incendies de forêt: la Suisse avait dépêché des hélicoptères bombardiers d'eau au Monténégro en juillet et au Portugal en août.

Sources : DDPS